63e Année — N° 60
Le Numéro
10 CENTIMES
BUREAUX ET RÉDACTION :
ROUBAIX, Grande-Rue, 71
TOURCOING, rue Carnot, 33

Journal de Roubaix

DIRECTRICE-PROPRIÉTAIRE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

63e Année — N° 60
MARDI.
187
Décembre 1918
Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus
71, Grande-Rue, ROUBAIX
47, rue Le Peletier, PARIS

Le Président Wilson à l'Hôtel de Ville de Paris. - Attentat contre le Gouverneur de l'Indo-Chine

DES ÉTRENNES aux petits enfants du Nord

La presse parisienne se propose d'offrir des arbres de Noël aux enfants d'Alsace et de Lorraine. Elle organise, pour cela, une représentation de grand gala à l'Opéra-Comique.

L'idée est très jolie, touchante même, et il [illegible] applaudir des deux mains à une initiative aussi délicatement française.

Jamais on ne montrera assez d'affection de tendresse aux chères populations arrachées à la mère-patrie, il y a quarante-sept [illegible], et qui viennent d'être réunies à elle [illegible] toujours. Elles ont tant souffert sous [illegible] allemand, que la France a le devoir [illegible] bien doux et bien facile, d'ail[illegible] de les aimer et de les choyer, [illegible]me on fait avec des enfants retrouvés après une longue séparation.

Mais il est d'autres enfants que la France avait perdus et que la victoire vient aussi de lui rendre. Sans doute, leur martyre a été moins long que celui des Alsaciens-Lorrains : la botte allemande ne les a écrasés que pendant quatre années. Mais qu'elle fut lourde cette botte, et comme elle a pesé épouvantablement sur les pays envahis !

Pendant cinquante interminables mois, notre belle province du Nord, sacrifiée pur la défense nationale au salut du pays, a connu toutes les humiliations, toutes les privations, toutes les misères, toutes les tortures. Pendant cinquante mois, nos populations ont vécu sous la terreur, dans l'isolement et la douleur, sans fêtes, même pas pour les enfants.

Cinq fois, Saint-Nicolas n'a pu venir, comme de coutume, le 6 décembre, apporter aux petits Lillois, aux petits Roubaisiens et aux petits Tourquennois, ses jouets et ses friandises. Son baudet n'a jamais voulu traverser les lignes boches, et, dernièrement, le grand saint, malgré de puissantes recommandations, s'est vu refuser un sauf-conduit et un wagon pour le transport de ses poupées, de ses polichinelles, de ses arches de Noé et de ses boîtes de couleurs, tout comme un simple envahi.

Quatre fois, le Père Noël a passé au-dessus de nos villes, sans descendre dans les cheminées, pour déposer, près des petits souliers, les « coquilles » dorées, et allumer les bougies multicolores des arbres tout blancs de givre et chargés de jolies choses. Mon Dieu ! on ne faisait plus de gâteaux pour les petits Français, chez nous, pendant la guerre, et les sapins servaient à autre chose qu'à décorer les salons et à amuser les enfants.

Quatre fois, parents et grands-parents ont écouté les compliments de bonne année sans pouvoir faire, aux souhaits naïfs et touchants des bambins et des bambines, la seule réponse attendue, c'est-à-dire une large distribution de cadeaux et de sucreries.

Quatre fois, les cloches de nos églises du Nord, muettes depuis l'arrivée des Allemands, n'ont pu se rendre à Rome, le Jeudi-Saint, comme le veut la croyance enfantine, pour en rapporter les fameux œufs de Pâques, en sucre ou en chocolat.. Et les commandants d'étape ont oublié de prendre un arrêté pour les obliger à pondre par ordre, comme pour nos pauvres poules.

La Saint-Nicolas est passée. Il est trop tard pour songer à des arbres de Noël. Mais voici venir le Nouvel-An, et les petits enfants du Nord recevront avec plaisir des étrennes.

Justement, j'apprends que l'œuvre du « Secours d'urgence dans les régions libérées », dont la maréchale Joffre est la présidente d'honneur, Mme René Viviani et M. Fernand Laudet, directeur de la *Revue Hebdomadaire*, présidents actifs, a prié dernièrement M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'adresser un appel à toutes les écoles de France pour que les enfants de ces établissements envoient, à l'occasion de Noël et du Jour de l'An, à leurs petits camarades des régions délivrées, les jouets dont ces derniers ont été privés depuis plus de quatre ans.

Les jeunes écoliers de France ont répondu avec empressement à cet appel. Il y a déjà, au siège de l'œuvre, plus de un million de jouets.

Dix wagons attendent encore en gare le déchargement.

Des lettres d'une naïveté touchante accompagnent souvent les envois. En voici une prise au hasard :

Je ne vous connais pas, petite sœur, dit notamment une écolière, mais je sais que vous avez été malheureuse avec les Boches. Moi, je n'ai pas souffert; aussi je veux que vous ne pleuriez plus. Je souhaite que mon modeste envoi vous cause du plaisir. Je vous embrasse de tout mon cœur, parce que je vous aime bien.

N'est-ce pas qu'il y a sous chacun de ces mots une délicate pensée de solidarité enfantine.

Dans le Nord, nous n'avons pas l'habitude de tendre la main. Mais libérés et non encore tout à fait libres, gênés par mille entraves, nous dégageant péniblement d'une effroyable situation, dans l'impossibilité de prendre de pareilles initiatives, nous remercions bien vivement l'œuvre du « Secours d'urgence » et les généreux donateurs.

Grâce à eux, de nombreux petits Français, privés de tout depuis quatre ans et qui ont tant besoin d'un peu de bonheur pour oublier l'horrible cauchemar de l'occupation boche, connaîtront au nouvel an prochain la joie, presque oubliée, de recevoir des étrennes.

LOUIS ROBICHEZ.

LA DÉMOBILISATION

Une Circulaire de M. Clémenceau

Paris, 16 décembre. — M. Clémenceau a adressé une circulaire relative aux opérations de démobilisation. Il observera le principe de l'ordre des classes en commençant par la plus ancienne. Les pères de famille bénéficieront d'une classe par enfant.

Une majoration supplémentaire d'une classe sera accordée aux pères de famille veufs, une majoration d'une classe aux militaires ayant deux frères tués, deux classes à ceux ayant plus de deux frères tués.

Les engagés pour la durée de la guerre et les services spéciaux suivront leur classe.

Seront renvoyés dans leurs foyers, les hommes des classes 1892 à 1897, ainsi que les pères de cinq enfants et les veufs pères de trois enfants vivants.

L'ensemble du mouvement se terminera le 15 janvier.

Le bombardement de Reims

Une conférence du cardinal Luçon à Rome

Rome, 17 décembre. — Au cours d'une conférence qu'il a faite à Saint-Louis-des-Français, le cardinal Luçon a protesté énergiquement contre les affirmations allemandes, suivant lesquelles des postes d'observation avaient été installés sur la cathédrale de Reims. Le mensonge allemand était destiné à justifier les tirs systématiques de destruction que les artilleurs ennemis dirigeaient contre la cathédrale.

Je suis venu à Rome, a déclaré le cardinal Luçon, pour donner au Saint Père ma parole d'honneur et ma parole d'archevêque que jamais la cathédrale n'a servi à des usages de guerre.

Le cardinal a parlé également des déportations. En dehors des faits connus, il en a révélé certains autres relatifs aux déportations de jeunes filles accomplis par les Allemands.

L'ARMISTICE

La livraison du matériel roulant

Dunkerque, 16 décembre. — Deux trains, composés de wagons de marchandises, livrés par l'Allemagne, sont arrivés à Dunkerque. De nouveaux trains sont attendus.

LA VISITE DU PRÉSIDENT des Etats-Unis

A PARIS

A l'église américaine

Paris, 17 décembre. — Le président des Etats-Unis, accompagné de Mme Wilson, du général Léorat, du général Harts, de M. et Mme Lansing, s'est rendu, à dix heures et demie, à l'église américaine de la rue de Berri, qui réunit tous les fidèles de toutes les églises protestantes des Etats-Unis. Le président Wilson est, lui, on le sait, presbytérien.

Le président et Mme Wilson sont arrivés en automobile ; le président était en jaquette noire, pantalon gris et chapeau haut de forme, et portait sur son bras un pardessus noir ; Mme Wilson avait un costume noir et un grand chapeau également noir orné de fleurs noires. Le président avait cet air de sérénité, que nous lui avons vu à son arrivée à la gare du Bois-de-Boulogne, et qui est l'un des traits caractéristiques de sa physionomie.

La foule l'a longuement acclamé.

A l'entrée de l'église, il a été reçu par les membres du Presidential Committee ». L'église était décorée d'écussons et de drapeaux aux couleurs américaines et françaises ; une assistance très nombreuse, où l'on remarquait beaucoup d'officiers et de soldats américains, l'emplissait.

L'office n'a en rien différé de ce qu'il est à l'ordinaire. Le pasteur de l'église américaine a récité les prières, fait la lecture de la Bible, donné l'indication des hymnes, prononcé un sermon, béni les fidèles.

Le président Wilson a écouté avec recueillement le sermon. Debout, comme toute l'assistance, grave, il a récité le *Pater* et le *Credo*. Parfois uni aux fidèles, il chantait à pleine voix les hymnes.

A 11 h. 45, le culte prenait fin, et le président, qui avait retrouvé son bon et gracieux sourire, quittait l'église américaine, salué par des cris répétés de: « Vive Wilson ! Vivent les Etats-Unis ! », auxquels il répondait par des coups de chapeau donnés d'un geste large.

UNE MANIFESTATION SOCIALISTE

La Fédération ouvrière des mutilés de la guerre, dont le siège est à la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, avait organisé dimanche une manifestation en l'honneur du président Wilson.

Un certain nombre de ses adhérents qui s'étaient rassemblés place du Combat, rue de Flandre, à la porte de Saint-Ouen et au Pré-Saint-Gervais, se trouvaient place de Clichy, vers deux heures après-midi, en compagnie de militants appartenant à divers groupements, parti socialiste, C. G. T., comité féministe de l'action pour le droit, etc. Une demi-heure plus tard, un cortège se mettait en marche, arborant une banderole rouge qui tenait toute la largeur de la chaussée, avec ses mots : « Vive la paix Wilson !» Un des manifestants portait le drapeau rouge de l'Association républicaine des anciens combattants, et tous chantaient *l'Internationale*. Un certain nombre gagnèrent ainsi les grands boulevards par le boulevard des Batignolles, la rue de Rome, la rue du Havre, la rue Auber et la place de l'Opéra.

Mais là, le cortège fut refoulé par des barrages de police et par la garde républicaine à cheval. Il se reforma un peu plus loin et se dirigea par le boulevard des Capucines vers la rue de Richelieu, où il rencontra un nouveau barrage de police. Mais il parvint à se reconstituer de nouveau et à atteindre la place de la République, où des forces de police plus considérables le disloquèrent définitivement.

Un ordre du jour de la C.G.T.

Paris, 16 décembre. — Le Comité national de la C. G. T. a adopté l'ordre du jour suivant :

« Le Comité national adresse un salut sympathique à Wilson, défenseur de la paix des peuples, au peuple américain, à l'*American fédération of labor*.

» Il réclame l'amnistie pleine et entière pour tous les délits d'ordre politique et militaire, le rétablissement de la liberté de réunion et de la presse. Il regrette que le gouvernement ait interdit la démonstration de la C. G. T. et du parti socialiste, en l'honneur de Wilson le jour de son arrivée, ayant pour objet de confirmer la volonté de la classe ouvrière de voir la paix établie sur le principe de la liberté des peuples à se déterminer eux-mêmes.

» Il réclame énergiquement la représentation des classes ouvrières des pays belligérants à la Conférence de paix, ainsi que le droit syndicaliste pour tous les fonctionnaires. »

11.400 Viennois furent fusillés au cours de la guerre

Amsterdam, 17 décembre. — On mande de Berlin :

« D'après le *Pesti Hirlap*, la haute cour militaire de Vienne annonce que, pendant la guerre, 11.400 habitants furent condamnés à mort par les tribunaux militaires et exécutés. »

ASSASSINAT du Président de la Répabliqae portagaise

Madrid, 16 décembre. — Le ministère de l'Intérieur a annoncé que, selon des nouvelles particulières reçues par le gouvernement, Sidonio Paes, président de la République portugaise, a été, la nuit dernière, l'objet d'un attentat au moment où il partait à Oporto. Le président, atteint de plusieurs coups de feu, a succombé au poste de secours où il avait été transporté.

L'ASSASSIN LYNCHÉ PAR LA FOULE

L'agresseur, un jeune homme, aurait été mis à mort par la foule ; un autre individu aurait été arrêté. Le ministre de l'Intérieur a été chargé de la présidence.

COMMENT S'EST PRODUIT L'ATTENTAT

Paris, 16 décembre. — Les dépêches de Lisbonne adressées aux journaux disent qu'au moment où il fut frappé, M. Paes s'entretenait sur le quai de la gare avec les ministres. Un jeune homme s'approcha du groupe et tira à bout portant plusieurs coups de revolver sur le président, qui fut atteint à la tête. M. Paes poussa un cri, leva les bras et s'affaissa dans les bras des ministres. Transporté sans connaissance au poste de secours de la gare, il expira cinq minutes après, sans avoir proféré une parole, quand les médecins se disposaient à procéder aux premiers pansements.

Un tumulte indescriptible s'éleva dans la gare, lorsque la foule venue pour saluer le président apprit la nouvelle de sa mort.

MORT DE L'ASSASSIN

Lisbonne, 16 décembre. — M. Paes fut frappé à l'entrée de la gare de Rocio. Il reçut deux blessures. Une balle perfora le poumon; une autre traversa le foie et transporté à l'hôpital, il expirait presqu'aussitôt.

Le meurtrier, immédiatement arrêté, était grièvement blessé ; il mourut par la suite. Un des complices de l'assassin fut arrêté.

Le cadavre du président fut transporté à trois heures, de l'hôpital au palais Belen. Un escadron de cavalerie escortait le char funèbre.

Le frère du président, Antonio Paes, fut blessé d'un coup de sabre au cours de la mêlée qui se produisit au moment de l'attentat.

On croit que l'assassin a appartenu à la Ligue de la Jeunesse républicaine. Son compagnon demanda la protection contre le lynchage, ayant d'importantes déclarations à faire.

Brite, Camache, chef du parti unioniste, a été placé sous la protection de la police.

La nouvelle du drame causa une extraordinaire agitation. De nombreux officiers, de sous-officiers, de civils, parcouraient les rues en criant vengeance.

L'anarchie en Allemagne

Un aspect de Berlin
La terreur. -- Règne éphémère des révolutionnaires

Paris, 16 décembre. — Un journaliste, qui réussit à faire une courte visite à Berlin, dit que la surveillance de la frontière est relâchée. Laa nouvelle Allemagne ne ressemble pas à l'ancienne. Les drapeaux rouges flottent partout. A Berlin, des théâtres jouent. La guerre provoque la féminisation des services publics, cependant les affaires marchent. La population est assez bien vêtue d'étoffes artificielles. La foule, sans cohésion, ne respecte plus les prescriptions de la police. Des bandes armées de gardes-rouges, parcourent les rues en chantant la *Marseillaise*. Les vols et attaques se succèdent ; les appartements et les boutiques sont pillés en plein midi.

La populace protège les coupables. Le pouvoir central est décapité. Les comités de tous genres publient des ordres contradictoires et exercent le chantage. Les déserteurs imposent la terreur aux habitants.

Malgré la disette de pain, de beurre, de lait, de *pommes de terre*, les *restaurants* sont pleins d'accapareurs, qui sortent leurs réserves.

Les repas moyens valent 25 à 30 marcks, la soupe 3 marcks, la demi-bouteille de vin 7 marcks.

Les conseils d'ouvriers distribuent des indemnités et vident les caisses publiques. Le soir, l'obscurité règne en ville, les gardes-rouges parcourent les rues. Après 10 heures, ils arrêtent les retardataires, ceux qui échappent aux patrouilles sont victimes des rôdeurs.

Le journaliste assista à un meeting extrémiste. Il eut l'impression que les révolutionnaires sentent leur règne éphémère.

Ils n'ont pas réussi à mettre la main sur les capitaux, qui sont toujours chez les banquiers et commerçants. Ce sera peut-être la République, mais pas celle rêvée par les extrémistes.

C'est pourquoi l'armature extérieure de l'empire subsiste, et pourquoi le retour des troupes du front est redouté à Berlin.

L'anarchie dans la rue est un symptôme transitoire.

Le journaliste visita les caves du palais impérial et constata de nombreuses provisions entassées, pendant que le peuple souffrait de la faim. Toutefois, la révolution respecta les symboles de violence et de gloire en toc des Hohenzollern, montrant une transformation seulement de surface.

L'ITALIE & LE VATICAN

UN RAPPROCHEMENT PAR L'INTERVENTION de M. WILSON

Rome, 16 décembre. — Un journal italien annonce que le Pape demanderait à M. Wilson d'intervenir amicalement en vue de résoudre, par solution bilatérale, le dissentiment existant entre l'Italie et le Vatican. La question ne serait, dans aucun cas, à la portée de la Conférence de paix. Il trace les grandes lignes de ce concordat.

L'usine Krupp occupera 200,000 ouvriers

Bâle, 16 décembre. — La direction de l'usine Krupp annonce qu'elle pourra occuper désormais 200.000 ouvriers.

LA RATION DE SUCRE SERA DOUBLÉE

Paris, 16 décembre. — M. Boret, ministre du Ravitaillement, a l'intention d'augmenter de 50 % la ration de sucre, aussitôt que les raffineries auront suffisamment de charbon pour la fabrication.

Le Roi d'Italie viendra accompagné de son fils

Le roi d'Italie arrivera à Paris, jeudi prochain. Il sera accompagné de son fils, le prince de Piémont.

Les Français à Mayence

L'entrée des généraux Fayolle et Mangin
Un Discours impressionnant

Mayence, 16 décembre. — Les généraux Fayolle et Mangin sont entrés à Mayence. Une foule considérable et silencieuse a assisté au magnifique défilé des troupes. Recevant les autorités, le général Fayolle leur rappela la brutalité et la cruauté de la guerre imposée à la France, et conduite par l'Allemagne avec de tels raffinements de barbarie que le monde entier en fut révolté. Les provinces du Nord de la France sont ravagées, les villages rasés, les villes détruites et pillées. Par le canon et l'incendie, les villes qui n'étaient pas sur le front furent indignement pillées. Le général Fayolle ajouta :

« Vous demeurez responsable de la situation créée par l'iniquité que votre guerre créa; en faisant de la terreur un système de guerre, vous ne réussissez qu'à exaspérer la résistance et à hâter notre victoire. Après une série ininterrompue de défaites allemandes, vous demandâtes grâce. Aujourd'hui que nous sommes au Rhin, vous redoutez de justes représailles, mais la France resta fidèle aux glorieuses traditions des armées de la république. Elles traversèrent le Palatinat sans faire le moindre dommage.

» Certes, aucun de nous n'oubliera jamais le mal qui nous fut fait, mais aucun soldat français n'est capable d'en rendre responsable des femmes et des enfants, des populations sans défense ou de détruire, pour la seule joie de nuir.

» Vous n'avez donc rien à craindre, ni dans vos personnes, ni dans vos biens ; acceptez loyalement les conséquences de la défaite de l'Allemagne ; estimez-vous heureux d'avoir, en face de vous, un peuple qui, sans oublier le sort qui l'attendait s'il avait été vaincu, restera, dans la victoire, fidèle aux principes de la justice qu'il défendit toujours dans le monde. »

LES BONS COMMUNAUX

L'ÉCHANGE DÉFINITIF
LE PROJET DE LOI DE M. KLOTZ

Nous possédons quelques détails sur le projet de loi déposé par le ministre des Finances en vue de l'échange définitif des billets de ville.

Dans son exposé des motifs, M. Klotz, après avoir rappelé l'ensemble des mesures prises sucessivement pour régler l'échange fractionné et périodique de ces bons, dont le montant est évalué à plus de deux milliards, précise les modalités de l'opération d'ensemble, qui va pouvoir être réalisée, car les autorités allemandes nous ont remis le matériel d'émission et les « stocks de bons qu'ils détenaient », et les services de surveillance ont été graduellement rétablis aux frontières.

C'est le Trésor qui procédera à l'échange des bons de monnaie pour « le compte des collectivités émettrices » ; partie de ces bons a été émise, en effet, pour les besions des communes ; celles-ci en demeureront débitrices.

Des restitutions devront, d'autre part, être exigées de l'ennemi, à raison des contributions de guerre qu'il a imposées et dont les émissions de bons ont permis le paiement.

Pour éviter un afflux de monnaie qui, excédant notablement les besoins de la circulation, ne manquerait pas de provoquer une hausse exagérée des prix et perpétuerait la cherté excessive de la vie, dans les régions libérées, M. le ministre des Finances a estimé qu'il n'y aurait que des avantages à effectuer seulement pour partie en numéraire le remboursement des bons de monnaie, le surplus étant converti en bons de la Défense nationale à un an. Exception serait faite toutefois pour les petits porteurs. Jusqu'à 5.000 francs, l'échange serait opéré totalement en numéraire. Pour l'excédent, jusqu'à 20.000 francs, la proportion des bons de la Défense nationale « serait de moitié » ; au-delà de 20.000 francs, elle serait « des trois quarts ».

DERNIÈRE HEURE

M. WILSON à l'Hôtel de Ville de Paris

Le discours du Président du Conseil municipal. — Réponse du Président des Etats-Unis. — Les cadeaux de la Ville de Paris

Paris, 16 décembre. — A deux heures cinq M. Poincaré et Mme Poincaré arrivent à l'Hôtel où séjourne M. Wilson. Le cortège officiel se forma et partit à deux heures quinze. Les deux présidents sont très vivement acclamés et des *hourras frénétiques* sont poussés sur tout le parcours du cortège, qui arrive à trois heures à l'Hôtel de Ville, salué par la musique de l'infanterie jouant l'hymne américain.

Ils sont reçus à leur descente de voiture par M. Mithouard, président du Conseil municipal, et M. Autrande, préfet de la Seine. Ils se dirigent vers la cour d'honneur, ayant la même décoration que pour les réceptions antérieures et où sont réunis les membres du Gouvernement, les conseillers municipaux, les sénateurs, les députés de la Seine.

Ayant présenté les hommages de Paris à Mme Wilson, M. Mithouard dit que c'est avec une émotion profonde que la capitale a accueilli le premier Président des Etats-Unis qui franchit l'Océan.

« Nous sommes fiers de vous souhaiter la bienvenue, au nom de la capitale. Notre Paris, est, par droit d'héritage, la justice. Le bon sens et l'honneur et parce que vous êtes chez nous au nom de ces nobles choses, nous osons vous appeler citoyenne de Paris.

» Recevez les vœux sincères de notre Ville, hier sous la menace des Gothas et des Berthas, aujourd'hui ville ouverte à toutes les idées nobles, généreuses, saluant avec enthousiasme, dans le Grand citoyen qu'elle a l'honneur de recevoir, les idéals nouveaux venant à elle. »

M. Autrande, préfet de la Seine, parlant ensuite dit :

« Nous goûtons une joie profonde à acclamer, en M. Wilson, une nation dont les armées valeureuses contribuèrent vaillamment à la plus magnifique victoire. Paris, entraîné irrésistiblement, salue, en vous, l'apôtre éloquent et résolu du droit et de l'humanité. »

M. Wilson, répondant, dit :

« Le peuple américain fut d'autant plus ému par l'injustice de cette guerre qu'il savait comment elle était perpétrée. L'étendue de l'immense océan, nous séparant, ne nous empêcha pas de nous rendre compte effectivement des dévastations abominables de votre pays et des souffrances cruelles qu'aucune nécessité ne saurait justifier. Nos cœurs furent touchés au vif, et notre imagination emplie de la vision de ce que la France et la Belgique en particulier subirent. »

M. Wilson montre que les Etats-Unis entrèrent dans la guerre parce qu'ils savaient combien profondément les grands principes du droit étaient atteints, mais aussi parce que les pratiques des centraux choquèrent leurs cœurs, autant qu'elles offensaient leurs principes.

M. Wilson ajoute que c'est du peuple des Etats-Unis qu'il tient toute son influence et son autorité, et lorsque le Président exprima ce que ce peuple pensait et désirait, il fut heureux de voir avec quelle unanimité de conscience ces hommes libres lui répondaient de partout.

M. Wilson termine en exprimant sa joie de constater l'intime communauté de pensée et d'idéal du peuple français et de la grande nation américaine.

Le cortège gagne le premier étage, pénètre dans les grandes salles de fêtes. M. Wilson semble impressionné par le spectacle s'offrant à ses yeux de tous les lustres étincelants.

Plus de 4.000 personnes crient : « Vive Wilson ! Vive l'Amérique ! Vivent les Etats-Unis ! »

M. Mithouard conduit M. Wilson au buffet, lui offre un verre de champagne, portant un toast chaleureux. M. et Mme Wilson signent ensuite le procès-verbal de réception.

M. Wilson reçoit une médaille d'or, œuvre de Claplin ; Mme Wilson, une broche en joaillerie, sertie de diamants et agrémentée de colombes en émail, dans un élégant coffret de citronnier, cadeaux offerts par la Ville de Paris.

Ensuite M. Wilson est conduit à la salle des séances, et paraît aux fenêtres donnant sur la place. La foule salue d'acclamations enthousiastes, auxquelles M. Wilson répond par de larges coups de chapeau.

Le Président, enfin, est reconduit au parvis, avec le même cérémonial qu'à l'arrivée.

A l'issue de la cérémonie, M. Wilson est allé à la Présidence du Conseil, rendré, à M. Clémenceau, la visite qu'il en reçut hier.

Crise Ministérielle partielle en Allemagne

Berlin, 16 décembre. — La démission de M. Solf, secrétaire aux Affaires étrangères, est acceptée.

ATTENTAT CRIMINEL contre M. Albert Sarraut

Gouverneur général de l'Indo-Chine

Paris, 16 décembre. — On télégraphie d'Hanoï que M. Albert Sarraut, gouverneur général de l'Indo-Chine fut victime, dimanche, au cours de l'inauguration de la foire d'Hanoï, d'une tentative d'assassinat, de la part d'un ancien agent temporaire congédié, Desvignes, qui tira, à une courte distance, avec un browning.

Le criminel faillit être lynché par la foule et fut immédiatement arrêté. Une balle s'était logée dans le flanc droit et fut extraite peu après l'attentat.

L'état de M. Sarraut est aussi satisfaisant que possible et les médecins ne prévoient pas de complication.

Paris, 16 décembre. — Une nouvelle dépêche d'Hanoï dit que M. Albert Sarraut a été transporté à l'hôpital militaire, aussitôt après l'attentat. La balle fut extraite. L'agent Desvignes, qui tira sur M. Sarraut, à courte distance, un coup de browning, est un ancien agent recruté, au début de la guerre, par l'administration locale du Tonkin, pour les travaux du cadastre. Celle-ci ayant refusé, pour faute de service, de renouvelé le contrat, c'est au gouverneur général que le meurtrier s'en prit, bien que le gouverneur lui ait témoigné, à plusieurs reprises, sa bienveillance.

L'attentat a suscité, à l'égard de M. Sarraut, d'émouvantes manifestations de sympathie de la part des colons indigènes.

L'état de santé de M. Sarraut est satisfaisant.

Rupture des relations entre la Pologne et l'Allemagne

Amsterdam, 16 décembre. — Un télégramme parvenu à Berlin, de Varsovie, annonce que la Pologne rompt ses relations avec l'Allemagne.

L'ANARCHIE EN ALLEMAGNE

GRAVES DÉSORDRES A DRESDE

Berne, 16 décembre. — Dans la nuit du 14 au 15, de grands désordres se sont produits à Dresde. La foule a tenté de piller les magasins militaires ; un soldat et un civil ont été tués, trois soldats et de nombreux civils furent blessés. Quatorze arrestations ont été opérées. Les soldats fidèles au Gouvernement ont rétabli l'ordre.

L'assassinat du Président de la République portugaise

TAMAGNINI BARBOSA PRÉSIDENT PROVISOIRE

Madrid, 16 décembre. — La légation du Portugal reçut de Tamagnini Barbosa, président provisoire, un télégramme annonçant que le gouvernement est constitué jusqu'à ce que les Chambres, qui se réuniront demain, aient fait connaître leurs décisions.

DEUX ARRESTATIONS

Lisbonne, 16 décembre. — Le docteur Brito Camacho, et Magalhaes Lima ont été arrêtés, ce dernier du fait d'une lettre à lui adressée, qui fut trouvée en possession de l'assassin.

LES CONDOLÉANCES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Paris, 16 décembre. — M. Pichon alla porter à M. de Bettencourt Rodriguez, ministre du Portugal, les condoléances du gouvernement à l'occasion de l'assassinat de M. Sidonie Paes. Des ordres furent donnés pour que les drapeaux soient mis en berne.

Graves Troubles en Espagne

MORTS & BLESSÉS

Madrid, 16 décembre, 2 heures soir. — A la suite d'un meeting à Barcelone, préconisant l'autonomie catalane, sur la base de la république démocratique, la foule et la police entrèrent en collision ; il y a un mort et six blessés grièvement.

Des manifestations basques se produisirent également à Bilbao ; la police chargea et plusieurs arrestations furent opérées. Une note parle d'un prochain décret, suspendant le Parlement. M. de Romanonès a déclaré que le gouvernement prendra toutes les mesures pour faire respecter la loi et maintenir l'ordre.

Les Elections anglaises

LES RÉSULTATS FAVORABLES AU GOUVERNEMENT

Londres, 16 décembre. — Selon les derniers rapports, reçus au bureau central de coalition, les élections sont favorables au gouvernement. L'estimation moyenne donne, à la coalition, une majorité de 113 voix sur tous les autres partis ; basée sur l'estimation de la situation des partis, ils se répartiraient approximativement ainsi : Coalition, 410 ; travaillistes, 110 ; libéraux, 105 ; sinnfeiners 66 ; nationalistes, 26.